

## Partenariats pour une transition énergétique juste dans les pays producteurs de gaz

*Document de travail destiné à la consultation  
Novembre 2022*

NRGI invite ceux qui souhaitent faire part de leurs réactions à ce document ou sont intéressés de s'impliquer dans les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) à contacter Aaron Sayne, senior governance officer, à [asayne@resourcegovernance.org](mailto:asayne@resourcegovernance.org).

### MESSAGES CLÉS

- Les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) pourraient aider les pays producteurs de gaz à plus faibles revenus à diversifier leur économie et leurs systèmes énergétiques pour abandonner les combustibles fossiles, à stimuler l'accès à l'énergie, et à dédommager les populations en première ligne et les plus touchées par le changement climatique.
- Cependant, en l'absence de principes partagés pour la création d'un JETP gazier, les agendas politiques court-termiste et les négociations opaques pourraient éroder l'impact de ce nouvel outil financier de la transition.
- Les partenaires internationaux des JETP ne devraient pas exiger qu'un pays producteur s'engage à ne pas exploiter les réserves gazières ou à mettre fin à sa consommation domestique de gaz. Ils devraient plutôt collaborer avec le pays producteur pour concevoir et financer une transition plus rapide et plus ambitieuse visant à abandonner le gaz et les autres combustibles fossiles.
- Les pays producteurs de gaz devraient se préparer aux négociations de JETP en prenant attentivement en compte les risques et les compromis relatifs à la poursuite de la production de gaz. Ils devraient également communiquer en toute transparence sur les coûts des émissions de carbone des projets gaziers de leur pays, car certains sont susceptibles d'être en décalage avec les objectifs climatiques.
- Toutes les parties impliquées dans un JETP gazier devraient être disposées à accepter un programme limité de soutien au gaz domestique si les principes adoptés sont respectés. Parallèlement, le financement pour le gaz ne devrait pas faire oublier la principale promesse d'un JETP : le financement d'une transition à long terme vers les énergies renouvelables des pays à plus faibles revenus.
- L'élément central de tout JETP gazier devrait être un ensemble de mesures de soutien qui attirent plus d'investissements privés dans les énergies renouvelables. Les partenaires internationaux devraient également faire des propositions que les investisseurs à la recherche de profits ne feront pas, comme le financement des infrastructures de transmission et de distribution, et des subventions plus importantes et à plus long terme.

Les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) ont suscité un vif intérêt depuis que l’Afrique du Sud et un groupe de partenaires internationaux (ou GPI) constitué de l’Allemagne, des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de l’UE ont annoncé le premier accord de ce type à la COP26. L’accord de cinq ans d’un montant de 8,5 milliards de dollars américains pourrait engendrer un changement par étape permettant de financer une transition plus rapide vers les énergies propres selon des conditions de « transition juste ».

### Qu’est-ce qu’un JETP ?

Un JETP est un accord politique de haut niveau entre un groupe de pays partenaires internationaux riches qui sont fortement émetteurs de carbone et un pays producteur de combustibles fossiles moins riche. L’accord est supposé permettre d’aider le producteur à effectuer une transition plus rapide et plus juste afin d’abandonner l’extraction et l’utilisation des combustibles fossiles en conformité avec « les principes de transition juste ». Par le biais du partenariat, le pays producteur obtient une combinaison de types de financement (prêts à taux réduit, garanties d’investissement et subventions) et un soutien technique, principalement de la part des investisseurs publics situés ou contrôlés par les pays partenaires internationaux, comme les banques de développement multilatéral, les agences de crédit d’exportation ou les agences publiques de développement et les entreprises d’investissement. Les partenaires internationaux, quant à eux, peuvent explorer de nouvelles destinations pour le capital de leurs investisseurs tout en contribuant à leurs engagements en matière de finance climatique.

Le pays producteur est censé fixer les objectifs du JETP. Dans le cas de l’Afrique du Sud, les négociateurs du gouvernement ont tout d’abord [mis l’accent sur](#) l’abandon des centrales au charbon, l’accélération de l’adoption des énergies renouvelables et le soutien aux régions productrices de charbon du pays, puis ont ajouté des ambitions concernant la production de véhicules électriques et d’hydrogène vert. D’autres pays ont des besoins différents, que ce soit l’extension du réseau électrique et l’atténuation environnementale, ou le remplacement des recettes, l’allègement de la dette et la diversification économique.

La préparation, la négociation, la conception et la mise en œuvre d’un JETP sont un processus long et complexe. L’Afrique du Sud s’est préparée pendant plusieurs années avant de signer une [déclaration politique](#) avec ses partenaires internationaux lors de la COP26. Après la signature, un [plan d’investissement](#) détaillé a été élaboré et publié, bien que de nombreuses informations spécifiques sur son financement et sa mise en œuvre n’aient pas encore été communiquées.

Les JETP suscitent un fort intérêt à la COP27. Les groupes nationaux et internationaux climatiques et de développement, les négociateurs climatiques et un certain nombre d’acteurs gouvernementaux et industriels ont exprimé leur espoir de voir les JETP accélérer et élargir le financement du changement climatique et de la transition, en évitant les dysfonctionnements des mécanismes actuels et en attirant plus d’investisseurs privés. Si les JETP sont bien conçus et mis en œuvre, ils pourraient également aider les pays à plus faibles revenus à trouver des voies réalistes vers un développement durable, stimuler l’accès à l’énergie et la compétitivité des énergies renouvelables, et offrir de nouvelles manières de dédommager certaines des populations les plus touchées par le changement climatique.

Les rapports suggèrent que près d'une douzaine d'autres JETP font l'objet de discussions bien que les détails concrets soient peu nombreux. Les candidats aux JETP mentionnés le plus souvent sont d'importants pollueurs et les consommateurs de charbon tels que l'Afrique du Sud. Cependant, au moins un d'entre eux, le Sénégal, a une empreinte carbone plus réduite et des plans énergétiques axés sur le gaz. Cela a soulevé la question suivante : les JETP devraient-ils impliquer les pays producteurs de gaz à plus faibles revenus dont les émissions de carbone sont faibles et qui ont traditionnellement peu contribué au changement climatique ?

Chaque pays producteur de gaz aura ses propres objectifs de JETP, ne serait-ce que parce que le gaz joue un rôle unique dans leur politique, leur économie et leur mix énergétique. L'Afrique comprend par exemple :

- **des producteurs existants** tels que le Nigeria et l'Algérie qui dépendent du gaz pour leurs recettes d'exportation et les besoins énergétiques domestiques
- **des producteurs émergents** tels que le Sénégal qui ont des plans ambitieux pour commencer à exporter et à utiliser d'importants volumes de gaz dans un avenir proche
- **des producteurs potentiels** tels que la Tanzanie qui pourraient finir par dépendre du gaz à long terme si le pays développe son l'extraction.

Les JETP étant encore récents, les futurs partenaires jouiront d'une grande liberté pour formuler leurs conditions. Cette flexibilité rend les JETP très prometteurs, mais peut également engendrer des écueils. Jusqu'à présent, il n'existe aucun cadre ou directive de négociation, de consultation ou de conception, ni aucun consensus sur les types de soutien pouvant ou ne pouvant pas être proposés. Sans terrain d'entente, les manœuvres politiques des partenaires pourraient faire perdre ou estomper la valeur potentielle du modèle JETP.

Dans ce document de réflexion, nous offrons des suggestions sur la manière de concevoir des JETP gaziers qui :

- 1. Permettent un juste équilibre entre les objectifs climatiques et de développement dans le secteur gazier**
- 2. Soutiennent une expansion plus rapide et plus juste des énergies renouvelables**

Nous incluons un mélange de principes larges de conception de programmes de financement et des recommandations plus techniques. Comme certaines questions relatives aux JETP, en particulier les JETP gaziers, font l'objet de controverses, NRGi souhaite diffuser ce document de discussion auprès des parties prenantes à l'échelle mondiale et dans les pays où nous travaillons afin d'évaluer les réactions suscitées par son contenu et d'identifier les points d'entente et de différends. Nous prévoyons de concevoir des programmes autour des JETP gaziers l'année prochaine et invitons tous les retours d'information permettant d'améliorer notre travail dans ce domaine en rapide évolution.

## **1. Permettre un juste équilibre entre les objectifs climatiques et de développement dans le secteur gazier**

Le débat sur l'extraction et l'utilisation du gaz dans les pays en développement est extrêmement politisé et controversé. De multiples études haut niveau ont révélé que les nouvelles extractions gazières ne s'inscrivent pas dans le scénario pour maintenir l'augmentation des températures sur Terre à 1,5 degré et que la consommation de gaz mondiale [doit diminuer de moitié](#) d'ici à 2050 pour éviter le pire au

niveau climatique. NRGi a la conviction que les pays les plus riches et à émissions plus élevées devraient ralentir leur secteur gazier [les premiers et le plus rapidement](#), que ce soit les exportations et la consommation domestique. Cependant, la manière d’y parvenir ne fait pas l’objet d’un consensus.

Les leaders politiques de nombreux producteurs à plus faibles revenus, en particulier en Afrique, affirment que le gaz est crucial pour leur développement. Ils l’appellent un « combustible de transition » qui peut atténuer les [problèmes énergétiques domestiques](#) chroniques et amorcer une [croissance économique](#) plus vaste. Ils veulent pouvoir consommer une plus grande partie de leurs propres réserves gazières afin de :

- élargir l’accès énergétique
- répondre à la demande d’électricité qui augmente rapidement
- renforcer la sécurité énergétique
- réduire les coûts liés à l’électricité
- remplacer d’autres combustibles plus polluants de leur mix énergétique domestique
- équilibrer le réseau électrique tandis que la production d’énergies renouvelables augmente
- approvisionner plus de foyers en combustibles propres de cuisson
- disposer de combustibles en vue de l’industrialisation et la diversification économique

Ils [soutiennent](#) également, et c’est là un sujet plus controversé, que les pays à revenus plus élevés et qui polluent plus devraient payer pour les nouvelles infrastructures nécessaires à cette transition dans le cadre d’une transition énergétique juste.

La communication des pays du Nord qui sont plus polluants est [ambigüe](#). Quelques jours après avoir soutenu l’arrêt du financement public international des projets gaziers dans les pays en développement, les États-Unis ont annoncé la plus importante enchère de baux pétroliers et gaziers domestiques. L’Union européenne a adopté une attitude ferme similaire, puis s’est ravisée lorsqu’elle avait désespérément besoin d’alternatives d’approvisionnement en gaz après l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Les pays membres [ont commencé à courtiser](#) les pays producteurs de gaz d’Afrique et de la Méditerranée orientale. Bruxelles a même désigné comme « [verts](#) » certains des projets gaziers étrangers à des fins d’investissement, donnant [clairement la préférence](#) à ceux qui enverraient plus de gaz naturel liquéfié (GNL) à la rescousse de l’Europe.

Dans de nombreux pays producteurs de gaz à plus faibles revenus, ce comportement opaque et irresponsable provoque la colère. Des personnes au sein et à l’extérieur des gouvernements ont accusé les pays riches d’[hypocrisie](#), « [de colonialisme vert](#) » et « [d’apartheid énergétique](#) » demandant pourquoi, par exemple, les pays du Nord feraient pression sur les producteurs africains pauvres sur le plan énergétique pour qu’ils abandonnent les combustibles fossiles alors que leur gaz était exporté pour chauffer l’Europe et l’alimenter en électricité. Parallèlement, des pays à plus faibles revenus réinvestissent des dizaines de milliards de dollars dans de nouveaux projets gaziers, dont un grand nombre étaient considérés comme très risqués il y a seulement un an, dans l’espoir que les fonds seront désormais disponibles. Les pays du Nord adoptent ce double standard apparent alors que les pays à plus faibles revenus ont [découvert de nouveaux gisements de gaz](#), des centaines de millions de leurs habitants n’ont toujours pas assez d’électricité ou des combustibles propres de cuisson et les pays riches [n’ont pas tenu leur promesse](#) de financement climatique annuel de 100 milliards de dollars américains au pays en développement jusqu’en 2025.

Voici nos suggestions pour sortir de l’impasse :

## Suggestions destinées aux partenaires internationaux

*N'exigez pas qu'un pays producteur s'engage à laisser ses réserves gazières dans le sol ou à mettre fin à sa consommation domestique de gaz. Collaborez plutôt avec le pays producteur pour concevoir et financer une transition plus rapide et plus ambitieuse en vue de l'abandon du gaz et des autres combustibles fossiles.*

Cette recommandation est fondée sur deux facteurs. Tout d'abord, contrairement aux pays riches où la consommation d'énergie est relativement stable et les systèmes énergétiques existants peuvent répondre aux besoins, de nombreux producteurs gaziers à plus faibles revenus ne peuvent pas répondre à la demande énergétique domestique, particulièrement pendant qu'ils élargissent l'accès à l'énergie de leur population [jeune](#) en rapide croissance, développent de nouvelles industries et diversifient leur économie. Certains scénarios prévoient que la demande en électricité en Afrique fera [plus que tripler](#) d'ici à 2040. Le défi dans de tels cas n'est par conséquent pas tant « une transition » vers des combustibles plus propres, mais le développement de nouveaux systèmes permettant d'élargir rapidement l'approvisionnement énergétique en vue de la réduction des émissions de carbone. Bien que l'élargissement de l'accès à l'énergie et l'industrialisation impliquent généralement une certaine « carbonisation », tous les partenaires d'un JETP devraient demander comment le pays producteur peut atteindre ces importants objectifs de développement tout en émettant moins de carbone.

Deuxièmement, les pays tels que l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres dont la propre consommation de gaz et la responsabilité envers la crise climatique sont largement disproportionnées n'ont pas l'autorité morale d'exiger que les pays à plus faibles revenus d'un JETP abandonnent le gaz. La production des pays riches est la principale menace climatique relative au gaz même si certains pays à plus faibles revenus poursuivent leurs nouveaux projets gaziers. La consommation gazière actuelle et planifiée des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union européenne et d'autres pays riches éclipse la consommation des pays producteurs à plus faibles revenus. Le fossé entre les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles de ces pays riches et celles des producteurs à plus faibles revenus est encore plus large : l'Afrique est responsable de [seulement trois pour cent](#) de toutes les émissions de CO<sub>2</sub>, [un quart d'entre elles](#) provenant de la combustion des consommateurs à l'étranger. Qui plus est, la plupart des pays producteurs de gaz à plus faibles revenus sont beaucoup [plus vulnérables](#) aux répercussions du changement climatique que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne. Certaines des [répercussions le plus graves](#) touchent particulièrement les pays africains dont la [capacité à s'adapter est également moindre](#).

Étant donné ces disparités et l'importance de la fixation d'objectifs par le pays producteur de gaz dans le cadre d'un JETP, les parties à revenus élevés d'un JETP gazier devraient :

- Reconnaître qu'exiger un engagement à ne pas exploiter le gaz est probablement voué à l'échec sur le plan politique, et que les acteurs du pays producteur et d'autres pays jugeront une telle exigence hypocrite et injuste.
- Adapter les conditions de financement du JETP gazier au contexte du pays et les utiliser avec parcimonie tant que la production ou l'utilisation gazière des partenaires internationaux n'est pas conforme à l'Accord de Paris.
- Reconnaître la contribution limitée du pays à plus faibles revenus au changement climatique lors des communications sur le partenariat.

- Être disposés à inclure un financement pour l'adaptation climatique, et pour les pertes et préjudices liés au climat.

*Communiquer clairement les exigences et le montant du financement proposés dans le secteur gazier du pays à plus faibles revenus.*

Les pollueurs riches doivent communiquer en toute transparence sur la quantité de gaz qu'ils ont l'intention d'acheter auprès des producteurs. Le recours soudain de l'Europe à des importations de gaz autres que russes a créé des attentes irréalistes dans de nombreux pays. Bien que quelques contrats d'approvisionnement à court terme aient été conclus, les pays de l'UE accélèrent également leur propre transition vers les énergies renouvelables et essaient [d'éviter de signer](#) des accords d'achat de gaz à long terme. En outre, les prix records du GNL et les annulations de livraison cette année ont conduit certains importateurs riches à repenser leurs projets d'expansion d'infrastructures d'importation de GNL, [ce qui limite la croissance de la demande](#) ailleurs. Afin de faire la distinction entre [la médiatisation et la réalité](#), et d'empêcher que les producteurs à plus faibles revenus ne gaspillent leur capital ou leur temps en investissant dans des projets de GNL ou en amont qui ne sont pas viables, les partenaires internationaux impliqués dans un JETP gazier devraient :

- Définir clairement leurs propres plans d'abandon de la production de combustibles fossiles parallèlement aux négociations de JETP gazier, les nations plus riches et à plus fortes émissions [ralentissant leur production les premiers et le plus rapidement](#).
- Clarifier leurs plans d'abandon progressif de la consommation gazière domestique

Les pays partenaires internationaux n'ont pas besoin d'inclure de tels détails dans les conditions d'un contrat JETP individuel (p.ex. comme engagement juridiquement contraignant). Cependant, une transparence accrue dans ce domaine est nécessaire pour renforcer la crédibilité des partenaires internationaux et garantir que les producteurs ne négocient pas en s'appuyant sur des informations erronées ou partielles.

Le groupe de partenaires internationaux devrait également communiquer clairement quels projets ils ont l'intention de financer, le cas échéant : ceux d'extraction et d'exportation ou ceux destinés à l'utilisation domestique. Les initiatives de l'UE envers l'Afrique et la Méditerranée orientale ont également fait naître l'espoir de nouveaux investissements dans des projets sans grande promesse concrète de capital à ce jour. Un petit groupe de banques privées internationales, dont le siège est situé pour la plupart en Amérique du Nord ou dans l'UE, a fourni environ [les deux cinquièmes](#) du financement de projets gaziers non publics destinés à l'Afrique, un montant similaire ayant été investi par la Chine. La plupart des fonds ont été investis dans quelques projets axés sur l'exportation, et le nombre de projets aboutissant à la clôture financière a chuté depuis un moment. Pendant ce temps, le soutien financier public international aux projets gaziers, que ce soit par les banques publiques de développement ou contrôlées par l'État, les agences de crédit à l'exportation et les sociétés financières, a [également chuté](#), ainsi que le [financement total des banques multilatérales de développement \(BMD\)](#) pour les combustibles fossiles. À ce jour, seule une poignée de [BMD de plus petite taille, principalement asiatiques et africaines](#), semble disposée à appuyer de nouveaux projets gaziers, ou est tout au moins libre de le faire. La Banque mondiale soutient encore directement [quelques](#) projets gaziers en aval, mais principalement dans des pays à revenus moyens. Dans l'ensemble, même avant que les États-Unis et l'UE [n'appellent à l'arrêt](#) du financement public des projets gaziers à la COP26, les pays à faibles revenus bénéficiaient très peu de ce financement (moins de 4 milliards par an en moyenne) et [une étude récente](#)

a révélé que presque tout ce financement avait été utilisé dans un seul projet axé sur l'exportation au Mozambique.

Le manque d'investissement du secteur public est particulièrement préoccupant pour les projets gaziers domestiques. Les grandes sociétés énergétiques étrangères qui construisent les centrales électriques alimentées au gaz dans les pays en développement se tournent souvent vers les agences de crédit à l'exportation ou d'autres organisations financières publiques afin d'obtenir des prêts et des garanties. De même, les prêteurs privés craignent d'investir dans les projets gaziers des pays en développement à moins que les prêteurs publics ne s'engagent et assument les risques les plus importants, que ce soit par le biais d'une participation au capital, de la subordination de dette ou de la fourniture de garanties et d'une assurance. La concurrence pour les fonds est féroce : les gouvernements et les entreprises en Afrique projettent de produire 35 gigawatts d'électricité grâce au gaz à un coût de plusieurs milliards de dollars, mais ils [n'arrivent pas à trouver le financement](#) nécessaire. Au cours des dernières années, la [vaste majorité](#) des projets planifiés ou en développement et des contributions financières étrangères est destinée à l'extraction et à l'exportation.

En réalité, les investisseurs craignent d'investir dans les projets gaziers des pays à plus faibles revenus non seulement parce qu'ils pourraient nuire au climat, mais également parce qu'ils sont risqués et peu attractifs. [Les risques varient](#) selon le type de projets, mais le financement de la plupart d'entre eux exige un engagement à long terme des acheteurs de gaz et d'autres extrants tels que l'électricité. De tels engagements sont rares, en particulier parce que l'avenir du gaz en tant que combustible est de plus en plus incertain. Un gouvernement qui cherche à construire une nouvelle centrale de GNL, par exemple, aura du mal à obtenir un financement sans plusieurs accords « offtake » en place dans lesquels les acheteurs s'engagent pour 10 à 20 ans. Certains projets domestiques ne peuvent pas offrir de retours décents sur l'investissement ou même un profit à cause du dysfonctionnement et des problèmes financiers du reste de la chaîne d'approvisionnement ou de l'économie locale. Un [certain nombre de problèmes](#) peut éroder les flux de trésorerie des centrales électriques au gaz de nombreux pays à plus faibles revenus, que ce soit les pertes importantes du réseau et l'incapacité des consommateurs à payer ou des gouvernements à fixer des tarifs reflétant les coûts ou protégeant la valeur de la devise locale.

Dans ce contexte difficile d'investissements climatiques, les pays producteurs de gaz à plus faibles revenus devront financer leurs nouveaux projets gaziers principalement par le biais du capital privé ou de leurs propres budgets publics déjà serrés. Afin d'éviter de susciter de faux espoirs en matière de financement, une déclaration politique et un plan d'investissement de JETP gazier devraient :

- Mentionner explicitement si le partenariat inclura un financement pour le gaz, y compris pour les projets ou entreprises publiques qui utilisent le gaz pour fonctionner.
- Décrire les rôles du pays donateur et de toutes les autres institutions multilatérales dans le financement des projets gaziers, par exemple s'ils seront prêteurs, garants ou assureurs directs ou indirects, et comment leur participation aidera à atténuer les risques d'investissement et à attirer d'autres investisseurs.
- Fournir des montants spécifiques, ou tout au moins des estimations crédibles, du financement proposé pour le gaz.
- Énumérer les étapes, les conditions, les critères et les objectifs de diligence raisonnable dont chaque projet a besoin pour attirer le financement.

## Suggestions pour le pays producteur de gaz

*Se préparer aux négociations pour les JETP en prenant attentivement en compte les risques et les compromis liés à parier sur le gaz.*

Le gaz est susceptible d'occuper une place importante dans l'avenir énergétique des pays à plus faibles revenus, que ce soit en tant qu'exportation ou pour leur consommation domestique. Cependant, les représentants de nombreux pays riches en gaz partent à présent du [principe](#) que si un pays a des réserves gazières, il devrait les extraire et les utiliser autant que possible dès maintenant, sans se demander quelle est la meilleure voie à suivre.

La transition énergétique mondiale a généré d'énormes incertitudes sur la demande et la tarification du marché de GNL à l'exportation. Les producteurs doivent soigneusement évaluer les risques d'[actifs échoués](#) et éviter de baser d'autres décisions de finance publique sur des attentes déraisonnables concernant les recettes d'exportation. Le temps ne joue pas en la faveur des pays qui cherchent à construire une infrastructure d'exportation de gaz. Selon les modélisations, si le monde atteint les objectifs climatiques de l'Accord de Paris, [la plupart des nouveaux projets de GNL](#) ne seront pas viables sur le plan économique, et les terminaux d'exportation existants [pourraient même être abandonnés](#) d'ici au milieu des années 2030.

Les complexités liées à la construction des centrales de GNL font partie du problème : les grands projets peuvent prendre une décennie, subissent régulièrement [des délais pluriannuels](#) et ont de longues périodes de retour sur investissement de 15 ans ou plus. De ce fait, les entreprises ont déjà [annulé](#) certains projets prévus et les nouvelles approbations de projet [pourraient bientôt diminuer](#). Afin d'éviter une gestion des ressources publiques qui est dans le meilleur intérêt des pays, ils devraient :

- Éviter un « nivellement par le bas » selon lequel les représentants publics cherchant à attirer des investissements de plus en plus rares finissent par offrir des concessions pour des projets ne générant pas assez de bénéfices pour compenser les préjudices environnementaux et sociaux qu'il engendre.
- Prendre des décisions sur l'investissement des maigres ressources, [y compris par les sociétés publiques](#), dans de nouveaux projets d'exportation de gaz basés sur une analyse approfondie de la viabilité économique du projet et du retour sur l'investissement dans une variété de scénarios de transition énergétique.
- Prendre des décisions budgétaires plus larges, y compris celles concernant les emprunts et les dépenses, basées sur un éventail de scénarios de recettes gouvernementales qui prend en compte la transition énergétique, ainsi que d'autres facteurs communs de baisse des recettes.

L'accélération de l'utilisation du gaz domestique comporte également de graves risques et compromis, en particulier étant donné l'abandon progressif des combustibles fossiles. Les nouvelles centrales électriques alimentées en gaz pourraient faire pression sur les budgets publics et la valeur des devises locales, en particulier si les gouvernements les financent en s'endettant ou [ont besoin d'importations de gaz](#) et de [subventions](#) pour éviter que les centrales ne soient délaissées. Une grande partie de ces coûts pourrait finir par être répercutée sur les consommateurs sous forme de tarifs d'électricité plus élevés. Les gouvernements, les développeurs de projet, les chercheurs privés et la société civile pourraient également étudier les [répercussions négatives locales environnementales et sociales du gaz](#). La dépendance des importations de gaz pourrait menacer la sécurité énergétique d'un pays, et les partisans du gaz doivent se demander si le passage à la production d'électricité à partir du gaz au lieu du



charbon ou du pétrole ne les forcera pas à [financer inutilement](#) deux transitions énergétiques lors de l'abandon du gaz pour passer aux énergies renouvelables.

Lors de l'étape de planification, les autorités des pays exportateurs de gaz doivent considérer de manière réaliste la part du gaz extraite destinée à la consommation domestique. Les gouvernements de nombreux pays en développement ont justifié l'investissement dans le gaz par leurs besoins énergétiques domestiques, mais ils ont ensuite canalisés la majeure partie de la production vers l'exportation parce que le capital et le retour d'investissement sont plus élevés, et parce que le marché domestique n'était pas capable d'absorber le gaz produit.

De ce fait, les producteurs devraient se poser des questions sur le rôle du gaz en tant que « combustible de transition » ou « [passerelle](#) » vers une énergie domestique plus propre. Tandis que de nombreux pays en développement n'auront pas accès à l'électricité produite entièrement par les énergies renouvelables avant des décennies, trop investir dans le gaz à l'heure actuelle risque « [d'évincer](#) » les énergies renouvelables et de les placer dans une situation de « [verrouillage](#) » au gaz. Les représentants d'Afrique du Sud ont effectué une analyse, une planification, des réformes politiques et se sont impliqués avec les parties prenantes de manière intensive pendant plusieurs années en préparation de l'annonce du JETP, dont les travaux se poursuivent. Le travail préparatoire dont les pays producteurs de gaz ont besoin varie, mais citons quelques bonnes pratiques essentielles :

- Déterminer par le biais d'une modélisation détaillée fondée sur des scénarios si le pays a suffisamment de réserves exploitables pour alimenter ses plans gaziers domestiques, et si ce n'est pas le cas, déterminer le coût et les autres implications des importations nécessaires.
- Adopter des plans énergétiques qui décrivent le rôle changeant du gaz au fil du temps, et comment le gaz et les énergies renouvelables pourraient être utilisés ensemble. Ces plans seront orientés par un éventail de documents officiels : des études d'expansion ou d'intégration du réseau, des plans de production à moindre coût, des plans directeurs sectoriels, des plans de développement, des évaluations du marché énergétique ou les CDN et les stratégies à long terme requises dans le cadre de l'Accord de Paris.

<b>Caractéristiques d'une bonne planification sectorielle énergétique domestique impliquant le gaz</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Justification détaillée fondée sur des données probantes pour l'utilisation du gaz en tant que combustible</li><li>▪ Projections crédibles de l'offre et de la demande de gaz</li><li>▪ Liste complète des projets gaziers commandités et planifiés</li><li>▪ Modélisation fondée sur des scénarios sur le changement d'utilisation du gaz</li><li>▪ Argumentaire crédible de l'abandon de l'utilisation des combustibles fossiles dans différents secteurs, marchés et domaines</li><li>▪ Dates de démantèlement et de mise hors service des infrastructures</li><li>▪ Harmonisation avec les autres plans économiques ou de développement pertinents</li></ul>

Source : [NRGI Gas-to-Power Framework](#), Module 1

- Signer des contrats qui donnent aux centrales électriques à gaz la flexibilité de tourner à plus faible capacité au fur et à mesure que les énergies renouvelables prennent de l'ampleur. Paradoxalement, les investisseurs étrangers des pays plus riches exigent souvent des conditions qui comportent les plus grands risques de verrouillage. Les gouvernements des pays producteurs devraient effectuer leurs propres analyses des besoins réels des investisseurs afin d'obtenir des pourcentages acceptables de retour sur l'investissement.

#### Bonnes pratiques de contrats afin d'éviter le verrouillage au gaz

- Régime flexible de fonctionnement permettant aux centrales d'opérer à plus faible capacité au fil du temps
- Paiements abordables et dynamiques relatifs à la capacité
- Solutions moins risquées que les pénalités « take-or-pay » (prises obligatoires)
- Dispositifs réalistes et applicables pour la renégociation, le refinancement, le démantèlement et la mise hors service précoce
- Publication du modèle et des contrats finaux

Source : [NRGI Gas-to-Power Framework](#), Module 1

Un pays producteur devrait adopter des étapes telles que celles-ci avant tout pour son propre bénéfice, et pas seulement pour se contenter de satisfaire les parties plus riches du JETP. Les risques d'investissement dans le gaz sont trop élevés. Il est par conséquent essentiel de discuter des questions délicates.

*Communiquer en toute transparence les coûts des émissions de carbone des projets gaziers, car certains sont susceptibles d'être en décalage avec les objectifs climatiques.*

« A quel point la poursuite de l'extraction et de l'utilisation du gaz par les pays à plus faibles revenus ferait pression sur le budget climatique mondial ? » est une question complexe. Parmi les facteurs suggérant que les répercussions pourraient être importantes, citons la rapide croissance des populations et l'expansion de l'utilisation de l'énergie domestique, le [besoin](#) d'une extraction gazière supplémentaire, la [longévité](#) des projets gaziers, et la [puissance](#) et [les sous-estimations chroniques](#) du méthane. D'un autre côté, l'expansion de l'utilisation du gaz dans les pays à faibles revenus [pourrait ne pas](#) augmenter de beaucoup les émissions mondiales. Cependant, il est [difficile de déterminer](#) si un plan ou un élément particulier d'infrastructure est en conformité avec l'Accord de Paris. Les partisans du gaz pourraient argumenter que le gaz est « plus vert » que le charbon, le diesel ou d'autres combustibles polluants, mais ce n'est [pas nécessairement le cas](#). Afin d'obtenir une perspective plus complète et plus fiable des répercussions, les gouvernements et les entreprises impliquées dans un JETP gazier devraient :

- Modéliser les émissions de l'ensemble des projets gaziers proposés et des chaînes d'approvisionnement, et en diffuser les résultats. En ce qui concerne le gaz domestique, la modélisation devrait inclure différents scénarios pour être utile à l'avenir. Le rôle du gaz dans un scénario d'augmentation des températures de 1,5 degré dépend en partie du secteur énergétique plus large et de l'économie qu'il aide à créer. En ce qui concerne les exportations de gaz, l'analyse devrait inclure des scénarios multiples de la demande et prendre en compte l'ensemble de la chaîne de valeur jusqu'à l'« offtake » (la liquéfaction et la regazéification du gaz [émettent](#) de larges quantités de méthane et de CO<sub>2</sub>, le transport maritime de GNL a également [une forte intensité carbone](#), et les émissions du transport transnational sont souvent sous-estimées dans les totaux nationaux et mondiaux).
- Divulguer si les projets d'utilisation domestique exigeront une nouvelle production de gaz ou des importations, et le cas échéant, les volumes escomptés.
- Indiquer depuis combien d'années les infrastructures gazières fonctionnent et à quels niveaux de capacité d'après les scénarios et les retours d'informations des investisseurs. Si un gouvernement ou un investisseur affirme qu'il réduira les émissions des infrastructures en

installant une technologie coûteuse de captage et de stockage du carbone ou en passant à l'utilisation de combustibles plus propres comme le biogaz ou l'hydrogène, il devrait publier une analyse montrant qu'une telle mesure est faisable sur le plan technologique et économique, et dans quel délai.

## *Suggestions destinées à toutes les parties*

*Envisager les négociations du JETP gazier comme une opportunité de trouver un terrain d'entente et discuter des différends sur la question du gaz dans les pays producteurs à plus faibles revenus.*

Le durcissement des positions et la polarisation des débats sur le gaz mènent à de piètres décisions. Ils peuvent également retarder le passage à l'action pour atteindre les objectifs climatiques et de développement du pays. Afin de résoudre les tensions :

- Toutes les parties d'un JETP gazier devraient envisager les négociations avec ouverture et écoute, privilégiant la collaboration et le respect mutuel.
- Le pays producteur de gaz devrait prendre la direction de la détermination des objectifs et des priorités, loin des dynamiques de pouvoir désuètes entre donateur et bénéficiaire.
- Les parties du JETP gazier ne devraient pas définir trop strictement l'objectif. Elles devraient éviter les termes utilisés principalement par la communauté climatique dans les pays développés, tels que le langage de « décarbonisation » des systèmes énergétiques existants. Pour de nombreux pays producteurs de gaz à plus faibles revenus, le défi ne consiste pas tant à effectuer la transition de combustibles plus polluants à des combustibles plus propres, mais à élargir l'offre énergétique domestique en émettant moins de carbone.
- Les parties devraient s'efforcer de créer un partenariat qui renforce les engagements climatiques de tous, tout en traitant des répercussions socioéconomiques de la transition et du changement climatique sur le pays producteur.
- Lorsque les divisions et les différences d'opinions surgissent, les parties devraient chercher une compréhension mutuelle en s'appuyant sur une analyse crédible, des données et une science climatique.
- Dès le début des discussions de partenariat, le pays producteur de gaz devrait impliquer des personnes et des perspectives diverses du pays, par exemple à l'aide de dialogues publics, d'une consultation ou de réglementations d'experts, afin de créer un consensus national et d'améliorer les chances que l'accord final [reflète les besoins des citoyens](#).
- Les parties devraient s'impliquer de manière proactive avec les acteurs de la société civile et les militants climatiques à l'échelle internationale.

*Être disposées à accepter un programme limité de soutien au gaz domestique si les principes adoptés sont respectés.*

L'inclusion d'un soutien limité au gaz dans un JETP peut parfois être nécessaire, tant que l'offre totale de financement ouvre clairement la voie à une réduction des émissions de carbone pour le pays producteur. Voici quatre principes pouvant être utilisés par les parties du JETP pour décider si un investissement particulier lié au gaz devrait être inclus dans l'accord :

- *L'utilisation proposée du gaz est nécessaire à l'avancée d'un objectif de développement urgent, tel que l'amélioration de l'accès à l'énergie.*
- *L'utilisation proposée est la seule option pour l'avancement de l'objectif parce qu'aucune autre alternative sans gaz n'existe.*
- *L'utilisation proposée constitue une petite partie des plans énergétiques et des propositions de financement présentés par le producteur.*
- *L'utilisation proposée n'est pas clairement ou sérieusement en décalage avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris.*

Il peut être difficile de décider si une utilisation particulière du gaz respecte ces quatre principes. D'autres options, telles que de longues listes de vérification ou des manuels de diligence raisonnable, peuvent être utilisées, mais elles pourraient ralentir la mise en œuvre du JETP sans pour autant donner des réponses plus claires. Les JETP sont des accords politiques négociés. Si les négociateurs n'ont pas de règles de base convenues, claires et mémorables à suivre (et permettant l'arbitrage), les parties peuvent facilement ignorer les règles et les normes plus complexes.

En clair, les JETP ne doivent pas nécessairement inclure un financement pour le gaz par défaut. Aucun type d'infrastructures ou de projets particuliers ne devrait automatiquement être inclus ou exclus, bien que certains puissent être plus difficiles à justifier que d'autres. Ainsi, les arguments en faveur du financement des exportations de gaz par le pays producteur sont difficiles à trouver parce que les exportations de gaz [contribuent moins](#) au développement du pays producteur que la consommation domestique de gaz, et parce que l'augmentation des exportations prolonge la consommation de combustibles fossiles dans les pays à émissions plus élevées.

Les représentants et les autres parties prenantes des pays producteurs de gaz à plus faibles revenus n'aimeront pas devoir justifier leurs plans gaziers aux représentants des pays plus pollués et plus riches, ce qui est compréhensible. Cependant, il faut espérer qu'ils comprennent que les dirigeants politiques des pays du Nord ont pris des engagements pour leur pays, tout comme ceux des pays producteurs, et que ces engagements pourraient inclure une promesse de mettre fin au financement public des activités gazières. Par conséquent, si les négociateurs du pays producteur demandent un soutien relatif aux activités gazières dans le cadre d'un JETP, ils devraient collaborer avec les partenaires internationaux pour le justifier.

L'approche élaborée ici est similaire aux directives publiées par un certain nombre de [groupes de réflexion](#), le [département du Trésor des États-Unis](#) et la Banque mondiale, ainsi que le Framework for Countries Evaluating Gas-to-Power Pathways [de NRGi](#). Nous comprenons que certains trouveront cette proposition inacceptable pour des raisons climatiques, et nous respectons cette perspective. Notre intention est de trouver un compromis minimal sur la question du gaz qui permet aux partenaires de progresser vers des discussions plus prometteuses.

## 2. Soutenir une expansion plus rapide et plus juste des énergies renouvelables

Étant donné les risques élevés et les perspectives limitées du gaz, les différends relatifs à son financement ne devraient pas [faire oublier](#) la principale promesse d'un JETP : le financement d'une transition à long terme vers les énergies renouvelables des pays à plus faibles revenus. Les pays en

développement auront besoin d'au moins [1 000 milliards de dollars](#) par an au cours de cette décennie pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, soit 10 fois plus de ce que les pays riches ont promis (et ne respectent pas). Cela n'est certainement pas un juste reflet de leur richesse en ressources : l'Afrique possède au moins 40 % du potentiel solaire mondial, mais seulement [un pour cent](#) de tous les panneaux solaires. Pourtant, jusqu'à présent, les pays africains n'ont reçu que [deux pour cent](#) de tous les investissements dans les énergies renouvelables et [trois pour cent](#) des flux de finance climatique. Un JETP réussi doit traiter de ces déséquilibres.

### *Suggestions destinées aux partenaires internationaux*

*Soyez disposés à investir dans les projets dans lesquels les investisseurs à la recherche de profits n'investiront pas.*

Les investisseurs privés préfèrent investir dans la capacité de production d'énergies renouvelables, car les retours sur l'investissement sont évidents, et ils [hésitent](#) à investir dans les autres infrastructures et projets moins rentables qui permettent à ces nouvelles éoliennes de produire de l'électricité. Cela constitue un autre obstacle majeur à la croissance des énergies renouvelables dans les pays à plus faibles revenus.

En [Afrique](#), par exemple, seuls 10 pour cent de l'investissement dans l'énergie depuis 2015 a été canalisé dans les infrastructures de transmission et de distribution. Ce chiffre devrait passer à près de [50 pour cent](#) pour que la demande existante en électricité soit satisfaite. Les fondateurs de JETP devraient être disposés à investir dans de tels actifs, même si les retours escomptés ne sont pas prometteurs. Ils devraient également élargir leurs offres [au-delà des prêts](#), y compris sur les marchés locaux d'électricité dont les fondamentaux économiques sont encore instables. Dans le domaine de l'électrification rurale, par exemple, certains développeurs de mini-réseaux comptent sur les subventions pour couvrir [jusqu'à la moitié](#) de leurs dépenses de capital, en partie parce qu'ils ne peuvent pas simplement répercuter les coûts sur les consommateurs à faibles revenus.

Il est tout aussi important que ceux qui conçoivent les JETP s'assurent que le secteur privé ne profite pas de ces investissements tandis que les pays producteurs sont surendettés. [Environ la moitié](#) des pays africains a déjà connu un certain niveau de surendettement, et le déclin des exportations de combustibles fossiles pourraient pousser certains d'entre eux à contracter plus d'emprunts. Les représentants des pays partenaires internationaux devraient pousser leurs prêteurs publics à approfondir la question, et dans certains cas, à reconsidérer les anciens prêts contestables. Cela devrait au moins inclure :

- Le financement d'infrastructures cruciales, mais non rentables, telles que les extensions de réseau ou le raccordement et l'installation de compteurs des ménages. Le cas échéant, les fonds devraient aider les pays à la fois à construire de nouvelles infrastructures, et à maintenir et à actualiser les infrastructures existantes.
- L'allègement de la dette des entités qui sont susceptibles d'engendrer des dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement énergétique à l'échelle locale, par exemple les sociétés de services publics ou les sociétés de négoce de gros de l'électricité.
- Des banques de batteries gratuites ou à bas prix pour les projets solaires ou éoliens, en particulier lorsque le pays producteur considère le gaz comme un moyen de stocker l'électricité.

- Des subventions beaucoup plus importantes couvrant une plus grande partie des dépenses, pas seulement les coûts relatifs à l'étape préliminaire des projets, tels que les études ou la conception.

### *Suggestions pour le pays producteur*

#### *Prioriser les réformes domestiques qui facilitent une croissance plus rapide des énergies renouvelables.*

Le solaire et l'éolien étant des technologies plus récentes dans la plupart des pays producteurs de gaz à plus faibles revenus, les gouvernements font face à de nombreux défis lorsqu'ils cherchent à créer un [environnement propice](#) à l'investissement. L'Afrique du Sud a passé plusieurs années à réformer son secteur énergétique domestique avant de s'impliquer dans un JETP, et un grand nombre de ses efforts [se poursuivent](#). Les plus importantes étapes et les modalités d'implication avec les parties prenantes varieront selon le pays. Les représentants et les acteurs de la redevabilité devraient s'assurer que les intérêts particuliers ou les élites dans le secteur des combustibles fossiles ne [politisent](#) pas les réformes pour empêcher la captation de l'État et la corruption. Pour ce faire, les gouvernements peuvent :

- Signaler l'engagement du gouvernement envers les énergies renouvelables en adoptant un plan ou un cadre de transition énergétique, un plan directeur des énergies renouvelables, une loi sur le changement climatique ou une [taxonomie locale du financement vert](#).
- Clarifier et rationaliser la gouvernance du secteur de l'électricité, éventuellement en créant un régulateur indépendant et en comblant les lacunes du cadre réglementaire.
- Libéraliser et restructurer les marchés, par exemple en adoptant de nouvelles règles pour l'accès aux infrastructures, le raccordement au réseau, les seuils de production privée ou de participation aux entreprises publiques.
- Déployer des incitations qui encouragent l'augmentation de la production d'énergies renouvelables. Parmi les options communes, citons les règles et les subventions au comptage net (ou « net metering »), les tarifs de subventionnement, les révisions de tarifs reflétant les coûts, la baisse des droits d'importation et les taxes sur le carbone.
- Prendre des mesures concrètes pour ralentir l'extraction et l'utilisation des combustibles fossiles, de l'arrêt des subventions aux combustibles fossiles à la mise en place de nouvelles stratégies, règles, cibles et échéances pour la mise hors service et le démantèlement des infrastructures.
- Augmenter l'accès à la dette bancaire locale et aux coûts de financement plus faibles, par exemple par le biais de l'augmentation des plafonds de prêts spécifiques au secteur pour les banques, de taux d'intérêts préférentiels pour les prêts liés aux énergies renouvelables ou de nouvelles règles gouvernant les taux de change et l'accès aux devises étrangères.
- Organiser ou annoncer un plus grand nombre d'enchères et de licences pour l'exploitation des énergies renouvelables.
- Informer les parties prenantes sur les avantages des énergies renouvelables et les sujets qui y sont liés.
- Recueillir et publier des données de diligence raisonnable sur les sociétés, les consommateurs et les projets que les investisseurs peuvent utiliser. Parmi les types de données, citons les revenus des ménages et la consommation d'énergie, les prêts des banques locales et l'historique des performances des prêts, les bases de données des projets d'énergies renouvelables existants et planifiés, et un éventail de divulgations des risques climatiques.

- Accélérer d'autres réformes qui améliorent l'environnement commercial, tel que les programmes de lutte contre la corruption, l'amélioration de l'état de droit, la collecte des taxes et les mesures d'efficacité portuaire.

## Suggestions destinées à toutes les parties

### *Collaborer à la définition de mesures de soutien qui atténuent les risques réels et perçus liés à l'investissement.*

Les pays à plus faibles revenus ont besoin d'un soutien beaucoup plus important du secteur privé pour réussir une transition équitable vers les énergies propres si le secteur privé ne les soutient pas plus. Actuellement, la majeure partie du capital privé investi dans les énergies renouvelables [est acheminé vers les nations les plus riches](#). Les investissements publics des donateurs dans le cadre d'un JETP gazier devraient être axés sur l'attrait de plus de capital privé. Les prêts directs et les garanties des institutions de financement du développement (IFD) telles que les banques régionales et multilatérales de développement, les agences de crédit à l'exportation et autres, sont importants, mais ils ne représentent qu'une fraction du financement nécessaire.

[La perception des risques](#) des investisseurs privés les empêche de fournir des fonds. De nombreux pays producteurs de gaz à plus faibles revenus sont novices dans les technologies solaires et éoliennes : les modèles commerciaux et les marchés sont encore en phase d'expérimentation. Par conséquent, malgré [de solides promesses et avantages](#), comme la forte demande non satisfaite, la chute des coûts des technologies, et les généreux retours potentiels sur l'investissement, de nombreux investisseurs hésitent encore.

La transition mondiale vers un abandon des combustibles fossiles pourrait augmenter les risques de ceux qui investissent dans les pays producteurs de gaz. La transition énergétique constituera une période de profonds changements et d'incertitude. Pourtant, les données probantes recueillies pendant des décennies ont montré que la dépendance des combustibles fossiles [amoindrit](#) la capacité d'adaptation aux changements économiques, l'attrait et la conservation des investissements dans d'autres secteurs, et la redevabilité des institutions publiques. Ces facteurs pourraient empêcher les entreprises et les projets d'attirer le financement des énergies renouvelables. Les JETP gaziers pourraient apporter une aide et faciliter l'ouverture de nouvelles voies.

Un JETP gazier pourrait, par exemple, offrir aux investisseurs une protection contre les risques liés aux devises (risques de change) des projets d'énergies renouvelables. L'une des principales préoccupations [mentionnées régulièrement](#) par les investisseurs dans les énergies renouvelables sur les marchés en développement est la perte de valeur des devises locales. De plus, dans certains pays producteurs de gaz, le déclin des recettes provenant des exportations de combustibles fossiles pourrait aggraver la menace des risques de change. Bien que les réponses optimales aux risques de change dépendent de l'industrie et du contexte du pays, les parties d'un JETP gazier pourraient envisager quatre options :

- Mettre en place des garanties plus efficaces et d'autres produits pour atténuer les risques de change.

Certaines options
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Garanties partielles contre les risques/de crédit ou de liquidité</a> qui couvrent les risques de change</li> </ul>

- Nouvelles [politiques d'assurance contre les risques politiques](#) qui comprennent la couverture des risques de change à long terme
- Lignes de crédit [concedées](#) auxquelles les entreprises peuvent avoir recours lorsqu'elles peinent à obtenir des devises étrangères
- Des produits de couverture des risques de change [plus abordables](#)

- Aider les banques locales à être plus disposées et capables d'accorder des prêts dans la devise locale.

Certaines options
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Syndication de prêts</a> : l'IFD prend plus de risques et partage son savoir-faire avec la banque locale</li> <li>• <a href="#">Prêts de rétrocession</a> : une IFD emprunte des fonds et les fournit à une banque locale sous forme de ligne de crédit à investir dans des projets d'énergies renouvelables</li> <li>• <a href="#">Prêts B</a> ou autres structures de prêts qui permettent aux emprunteurs de vendre des parts d'un prêt à un prêteur local et de <a href="#">refinancer le prêt dans une devise locale</a> une fois que l'entreprise ou le projet atteint certains objectifs</li> <li>• <a href="#">Subordination de dettes</a>, que ce soit par le biais du financement mezzanine ou d'autres types d'instruments hybrides : la part de la dette de la banque locale est « senior » et, par conséquent, payée en priorité en cas de défaut</li> <li>• <a href="#">Garanties de portefeuille</a> ou injections de capital pour les banques prêtant aux entreprises ou projets d'énergies renouvelables</li> </ul>

- Soutien aux organes d'octroi de subventions publiques, de prêts et d'investissements du pays producteur.

Certaines options
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capital destiné aux organes gouvernementaux (banques nationales de développement, banques industrielles, agences d'électrification rurale) qui financent les énergies renouvelables ou les infrastructures qui y sont liées</li> <li>• Soutien aux <a href="#">fonds d'investissement souverains</a> qui investissent dans les énergies renouvelables</li> <li>• Appui à un <a href="#">fonds de garantie des risques de change</a> du gouvernement</li> </ul>

- Aide à attirer des fonds des investisseurs institutionnels locaux, tels *que* les caisses de retraite, les compagnies d'assurances et les fonds de dotation.

Certaines options
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien financier et technique à un nouveau <a href="#">yieldco</a></li> <li>• Achat et conseils sur les <a href="#">obligations vertes</a> en devises locales</li> <li>• Soutien aux entités qui garantissent les obligations d'entreprises locales</li> </ul>